

• (1320)

J'espère que les États-Unis ne croient pas qu'une attaque surprise suffira à faire capituler les Irakiens. L'histoire nous enseigne plutôt le contraire. Nous n'avons pas affaire aux Panaméens ni aux Grenadins. Je suppose que, si vous aimez le combat, c'est le genre de guerre qu'il vous faut: vous attaquez le matin et vous rentrez à la maison le soir. J'exagère peut-être un peu, mais c'est plus ou moins ce qui s'est produit au cours de ces deux attaques militaires menées par les Américains.

Laissons aux sanctions le temps d'agir et de provoquer une guerre des nerfs, dont le coût est très élevé, je parle ici du coût financier que devront absorber les États-Unis. Je crois d'ailleurs que les alliés des États-Unis devraient être disposés à assumer une bien plus grande part des coûts, étant donné que les sanctions et l'embargo pourraient durer plus longtemps que prévu. C'est très important.

Si nous décidons trop précipitamment que nous ne pouvons plus maîtriser la situation sans déclencher une guerre et si nous attaquons, nous ferons échouer les mesures des Nations Unies et la politique du Conseil de sécurité. Nous dirons au monde entier que le processus de paix, les accords de maintien de la paix et les pressions exercées par le Conseil de sécurité, par l'entremise des Nations Unies, ne donnent pas de résultats et qu'il faut par conséquent revenir à la diplomatie de la canonnière, avec des CF-18 ou des frégates. Voilà ce qu'on risque. Nous devons clairement laisser entendre à tous les agresseurs potentiels que les pays pacifiques, ceux qui croient en la primauté du droit et à l'évolution pacifique des choses, sont prêts à payer le prix de ce long blocus.

Nous savons que le président Bush, des États-Unis, subit d'énormes pressions pour mener une offensive militaire et régler d'un coup toute la situation. D'après mes renseignements, il a dû affronter, il n'y a pas tellement longtemps, des spécialistes militaires, au Pentagone, qui lui ont affirmé, en réponse à une question qu'il leur avait posée, que, à leur avis, une opération militaire directe coûterait aux États-Unis au moins 20 000 vies, 20 000 militaires, et peut-être jusqu'à 35 000. Quand on pense que les Américains ont perdu au Viêt-nam, dans cette horrible guerre, environ 54 000 militaires, si je ne m'abuse, les États-Unis pourraient perdre entre 20 000 et 35 000 jeunes pilotes, soldats et marins d'ici quelques semaines.

Initiatives ministérielles

Il ne faut pas nous leurrer, les avions sont importants, ils peuvent causer énormément de dommages. La marine est là pour maintenir le blocus mais lorsqu'on se prépare à faire la guerre, monsieur le Président, c'est avec un élément surtout qu'on la fait, c'est-à-dire une force terrestre. Il faut s'emparer du territoire et le garder. Voilà en quoi consiste la guerre. Rien n'a changé et ce, depuis des centaines d'années. Il faut mettre sur le terrain des fantassins, des chars d'assaut, des transporteurs de troupes blindés et d'artillerie et il faut les déployer. Ceux qui ont eu l'occasion de se rendre dans cette région du globe, j'y étais il y a quelques années, connaissent le terrain sur lequel doivent se battre les soldats. Il représente pour eux un véritable défi, surtout s'ils ne connaissent pas ce genre de guerre terrestre et la topographie de la région, que ce soit la chaleur de l'été ou le froid de l'hiver.

Eu égard à ces statistiques peu encourageantes, la question qu'il convient ensuite de poser est la suivante: «Et les victimes parmi les civils?» On a dénombré 250 000 victimes en quelques jours. Il n'est pas question ici de Grenade ou de Panama. Il est question ici d'une guerre généralisée. À mon avis, le gouvernement a agi trop vite en envoyant deux frégates, un navire de ravitaillement et maintenant 18 CF-18 au Moyen-Orient, avant qu'un commandement des Nations Unies ne soit mis en place.

C'est ce que nous voudrions, c'est ce que nous espérons, et c'est pourquoi nous allons rejeter la motion principale. Nous ne voulons pas que les forces canadiennes participent à des opérations militaires, à moins que ce ne soit sous l'égide des Nations Unies, comme cela devrait être le cas.

Aucun pays, aucun problème politique propre à un pays ou aucune pression politique ne devrait dicter les décisions importantes qui sont ou seront prises dans le Golfe. C'est pourquoi j'ai dit il y a un instant que j'espérais que nous allions attendre.

Le blocus est en place et Saddam Hussein sait maintenant qu'il ne peut rien faire, qu'il ne peut plus avancer. Il commence à sentir les effets du blocus. Ce matin, nous apprenions par la radio qu'hier, à Bagdad, le gouvernement a appelé non seulement les civils, mais aussi les militaires à participer aux travaux des champs.

Saddam Hussein aurait demandé à son peuple d'essayer de se débrouiller avec moins pendant la période des sanctions prises contre leur pays. Le peuple irakien com-